



WikiLeaks avertit que le ministère américain de la Justice prépare de nouvelles accusations contre Assange

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 08 juin 2019

[wsws.org](#) 7 juin 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le ministère américain de la Justice prépare plus d'accusations encore contre le journaliste et éditeur Julian Assange, a avertit WikiLeaks jeudi.

Ces accusations, dit WikiLeaks, reposeraient sur le témoignage de Sigurdur Thordarson, un informateur du FBI déjà reconnu coupable de fraude, qui s'est rendu aux États-Unis pour y être interrogé afin de préparer de nouvelles accusations.

«La chaîne publique néerlandaise NOS a rapporté qu'on avait fait venir Sigurdur Thordarson en avion aux États-Unis la semaine dernière. Là, il fut 'interrogé en profondeur', en vue du dépôt, contre Julian Assange, d'un nouvel acte d'accusation de remplacement à la fin de la semaine prochaine», fait remarquer WikiLeaks.

L'information est arrivée le même jour que de nouveaux avertissements relatifs à la dégradation de la santé d'Assange. Le père d'Assange, John Shipton, devait rendre visite à son fils à la prison de Belmarsh mais on l'a éconduit en lui disant qu'Assange voyait un médecin pour une visite apparemment urgente.

«Ma visite était fixée en même temps qu'un autre rendez-vous, elle a été annulée», a-t-il déclaré au journal australien *Herald Sun*. «[La visite du médecin] a du être arrangée d'urgence parce qu'il y a eu double rendez-vous».

Plus tôt cette semaine, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a averti que Julian Assange pouvait mourir en prison si on ne mettait pas immédiatement fin à sa persécution.

Lorsque le journaliste d'ABC Philip Williams a demandé à Melzer, «si vos appels sont ignorés, craignez-vous qu'il puisse mourir en prison? », celui-ci a répondu : « C'est une crainte qui, je pense, est très réelle».

L'Administration Trump a jusqu'au 14 juin pour présenter la demande d'extradition d'Assange à la Grande-Bretagne. L'acte d'accusation actuel comprend 18 chefs d'accusation relatifs au rôle d'Assange dans la révélation de crimes de guerre américains et de conspirations diplomatiques mondiales; il est assorti d'une peine maximale de 175 ans d'emprisonnement.

Le communiqué de presse de WikiLeaks indique que les États-Unis préparent probablement

un acte d'accusation de remplacement. Il inclurait les accusations déjà dévoilées ainsi que de nouveaux chefs d'accusation.

«NOS a rapporté que l'agent spécial du FBI Megan Brown, qui dirige l'enquête du FBI contre Assange, s'est rendu en Islande le 6 mai avec le procureur Kellen Dwyer, du District Est de Virginie pour réinterroger Thordarson, l'informateur du FBI, avec l'aide de la police islandaise» poursuit le communiqué de WikiLeaks.

La collaboration entre le ministère de la Justice et Thordarson montre aussi que les tentatives américaines de poursuivre et d'extrader Assange constituent un complot politique mené en violation des normes juridiques fondamentales.

L'informateur du FBI n'a aucune crédibilité. Il est impliqué de longue date dans l'espionnage illégal et les provocations d'État, possède un casier judiciaire avec des condamnations pour détournement de fonds, fraude et crimes sexuels contre des mineurs. Thordarson ne pourrait être considéré comme un témoin fiable ou honnête dans aucun procès qui maintiendrait le droit de l'accusé à une procédure régulière.

Thordarson, un citoyen islandais, aurait cherché au début de 2010, alors âgé de 17 ans, à s'attirer les bonnes grâces de WikiLeaks en faisant du travail volontaire pour cette organisation.

Un an après avoir proposé ses services, WikiLeaks soupçonnait déjà Thordarson de l'avoir volé. En 2014, un tribunal islandais a condamné celui-ci en vertu de 18 chefs d'accusation relatifs à des vols, notamment le transfert sur son compte bancaire privé de dons destinés à WikiLeaks. L'organisation a déclaré que Thordarson lui avait volé jusqu'à 50.000 dollars (44.375 euros).

En août 2011, Thordarson affirme avoir contacté l'ambassade des États-Unis à Reykjavik, offrant d'aider à «l'enquête criminelle en cours aux États-Unis» contre Assange. Il a rapidement été engagé comme informateur par le FBI.

De son propre aveu, Thordarson a rencontré plusieurs fois des agents du FBI à Reykjavik entre 2011 et 2012. Au cours de cette période, les autorités américaines l'ont envoyé trois fois au Danemark et une fois aux États-Unis pour des réunions secrètes sur WikiLeaks.

Thordarson a fourni au FBI huit disques durs dont il affirmait que le contenu provenait de WikiLeaks. Il a reçu des milliers de dollars du gouvernement américain.

Cet informateur du FBI fut impliqué dans un complot des autorités américaines visant à faire accuser Assange de piratage informatique. Il a affirmé qu'au début de 2011, il avait approché le groupe de piratage Lulzsec et lui a demandé de l'aider à pénétrer les systèmes informatiques d'organismes gouvernementaux et d'entreprises islandaises.

Au moment où Thordarson avait contacté Lulzsec, le chef de cette organisation, Hector Xavier Monsegur, connu sous le nom de «Sabu», avait déjà accepté de coopérer avec le FBI pour éviter une inculpation.

Les conversations entre Thordarson et Lulzsec ont donc eu lieu entre une organisation de pirates informatiques dirigée et contrôlée par le gouvernement américain et un adolescent islandais douteux, soupçonné déjà d'avoir volé WikiLeaks. Assange et WikiLeaks ont nié toute connaissance des démarches de Thordarson concernant Lulzsec.



Julian Assange en 2012

En juin 2011, les autorités américaines ont averti l'Islande qu'elle se trouvait devant une cyberattaque imminente. En août, un avion avec huit ou neuf agents du FBI est arrivé à Reykjavik, venant du District Est de Virginie, où les autorités judiciaires avaient constitué un grand jury secret contre WikiLeaks l'année précédente. Le ministre islandais de l'Intérieur de l'époque, Ögmundur Jonasson, a exigé leur départ.

Dans un entretien avec le site web Katoikos.eu en 2013, Jonasson a révélé que ces agents avaient été envoyés pour solliciter «notre coopération dans ce que j'ai compris comme une opération pour mettre en place un coup monté, une machination contre Julian Assange et WikiLeaks». Il a clairement indiqué que le piégeage d'Assange était lié aux mises en garde américaines contre des opérations de piratage informatique en 2011.

Jonasson a ajouté: «Puisqu'ils n'avaient pas été autorisés par les autorités islandaises à effectuer un travail de police en Islande... et qu'une répression contre WikiLeaks n'était pas à l'ordre du jour, pour dire le moins... J'ai ordonné que toute coopération avec eux soit rapidement interrompue et je leur ai aussi fait comprendre qu'ils devaient cesser immédiatement toute activité en Islande».

Interrogé par NOS, Thordarson a indiqué que les nouvelles accusations portées contre Assange, reposant sur son témoignage, concerneraient la machination tentée en 2011. Il a déclaré que ses récentes entrevues avec le FBI avaient porté sur ses contacts avec Monsegur.

WikiLeaks met en garde dans son communiqué: «Alors que l'affaire s'effondrerait aux États-Unis du fait que l'accusation s'appuie sur les témoignages de Thordarson et Monsegur, qui ne sont pas des témoins crédibles, les États-Unis peuvent cacher l'identité de leurs témoins pendant la procédure d'extradition britannique afin d'accroître leurs chances de gagner».

Et poursuit en disant: «Cela empêchera Assange de contester la crédibilité des témoins lors de la procédure d'extradition britannique, qui débutera le 14 juin».

Les préparatifs visant à porter des accusations supplémentaires contre Assange sont la dernière étape de ce que Nils Melzer, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, a qualifié le 31 mai dans une déclaration, de « campagne implacable et sans retenue de harcèlement public, d'intimidation et de diffamation contre M. Assange, non seulement aux États-Unis, mais encore au Royaume-Uni, en Suède et, plus récemment, en Équateur».

Le communiqué de WikiLeaks confirme les avertissements de Melzer selon lesquels on bafoue les droits humains et juridiques fondamentaux d'Assange. Melzer a jugé qu'Assange avait été victime de «torture psychologique».

Dans des commentaires faites au site web *the Canary* jeudi, Melzer a ajouté: «Les preuves qui m'ont été communiquées suggèrent fortement que la responsabilité première des abus soutenus et concertés infligés à M. Assange incombe aux gouvernements du Royaume-Uni, de la Suède, des États-Unis et, plus récemment, de l'Équateur».

«En conséquence, ces gouvernements seraient conjointement responsables de l'effet cumulatif prévisible de leur conduite mais aussi chacun d'eux séparément pour leurs contributions respectives, que ce soit par perpétration directe, incitation, consentement ou acquiescement», a-t-il poursuivi.

Le Rapporteur a mentionné:

- l'enquête suédoise bidon sur les allégations d'inconduite sexuelle à l'encontre d'Assange.
- l'«accusation secrète par un grand jury aux États-Unis», qui menace le fondateur de WikiLeaks d'emprisonnement à vie.
- l'abrogation illégale par l'Équateur de son asile politique.
- «la partialité manifeste dont font preuve les juges britanniques à l'encontre de M. Assange depuis son arrestation».

La campagne internationale contre Assange est le fer de lance des gouvernements à l'international pour abolir les normes démocratiques fondamentales y compris le droit à la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Le dévoilement des accusations portées contre le fondateur de WikiLeaks en vertu de la loi américaine sur l'espionnage a ouvert la voie à des mesures similaires contre des organismes de presse dans le monde entier. En témoignent les descentes de la police australienne cette semaine contre des journalistes ayant révélé l'espionnage et les crimes de guerre du gouvernement australien.

Cela souligne l'importance cruciale de construire un mouvement international des travailleurs, des étudiants, des jeunes et de tous ceux qui défendent les libertés civiles, pour garantir la liberté immédiate d'Assange et défendre tous les droits démocratiques. Contactez le WSWS pour prendre part à ce combat crucial.

Oscar Grenfell

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 7 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Oscar Grenfell, wsws.org, 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca